

# Dépollution industrielle hydrique : des efforts à faire !

L'industrie et les industriels sont souvent soupçonnés de porter atteinte à l'environnement, et c'est en grande partie vérifié. Les rejets, généralement toxiques, des usines et unités de transformation constituent un danger réel pour les ressources naturelles et notamment, pour la plus précieuse de ces ressources, à savoir : l'eau. PAR **DRISS ALANDALOUSSI**

**L**e danger des rejets est réel et son impact peut durer des décennies. Beaucoup de nos fleuves ont été pollués et les exemples ne manquent pas. C'est pour continuer le débat sur la question de la dépollution industrielle que le ministère délégué auprès du ministre de l'Energie, des mines, de l'eau et de l'environnement chargé de l'eau a organisé un atelier le 1<sup>er</sup> juin avec l'appui de la Banque Mondiale et de l'agence allemande pour la coopération (GIZ). L'objectif de cette rencontre a été de permettre un partage des expériences et des savoirs en matière de dépollution industrielle hydrique, de présenter les réalisations dans ce domaine et de proposer les ajustements pour accompagner le développement du secteur industriel dans un esprit de préservation des intérêts écologiques du pays.

## Un tableau avec des données alarmantes

Lors de son discours d'ouverture, Charafat Afilal a dressé un tableau plein d'attentes et présentant un diagnostic, en grande partie, alarmant. Entre les métaux rejetés par les tanneries et les matières organiques qui résultent des industries de transformation, l'eau et les sols peuvent subir des dommages irréparables et la pérennité de la sécurité hydrique pourrait être menacée. Le Maroc a fait beaucoup d'efforts au niveau de sa politique de l'eau, a façonné une stratégie nationale de l'eau et a mis en place un plan national de l'eau. Les investissements qui ont nécessité des milliards de DH ont permis à notre pays



Charafat Afilal, ministre déléguée auprès du ministre de l'Energie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargée de l'eau.

d'affronter le stress hydrique pendant les années difficiles de la sécheresse. L'évolution négative des données climatiques doivent nous pousser à plus de responsabilité en matière de préservation de cette ressource rare et de plus en plus menacée. Capitaliser sur les réalisations nécessite un rattrapage en matière de retard et d'assainissement, de la réutilisation des eaux usées et de lutte contre la pollution. Les chiffres sont très parlants et doivent en principe faire bouger les politiques et les industriels.

## Des fonds, des mécanismes et... peu de projets réalisés !

Les bonnes intentions et la rédaction des chartes de responsabilité ne peuvent remplacer l'action et l'introduction des changements. La ministre a déclaré que « près d'une centaine de millions de mètres cubes » sont déversés chaque année à l'intérieur des bassins hydrauliques. Ces eaux polluantes véhiculent chaque

année 300.000 tonnes de matière organique et 300 tonnes de métaux lourds. C'est d'un danger réel qu'il s'agit et non d'une simple constatation. Un fonds de dépollution industriel (FODEP) a été mis en place en 2008, ainsi qu'un mécanisme volontaire de dépollution industriel en 2011. Des millions de DH ont été mobilisés avec un appui allemand, mais le bilan reste modeste

au regard du volume des rejets toxiques de nos industries. Ainsi, seuls 75 projets ont été réalisés sur le fonds de 2008 et 3 projets sur le mécanisme mis en place en 2011. Le rejet de la matière organique est plus facile à maîtriser que celui des métaux lourds. Les sucreries se sont inscrites, à titre d'exemple, dans la logique de traitement de leurs rejets. La lutte contre les rejets des métaux lourds reste un vrai défi à relever. Des efforts supplémentaires doivent être déployés pour limiter les dégâts et permettre une sauvegarde de nos ressources naturelles, tout en garantissant la compétitivité de nos industries. Les études de la Banque Mondiale montrent que les industries qui réduisent leurs consommations en eau et en énergie, sont plus compétitives que celles qui refusent d'investir dans l'économie des ressources. L'économie verte est une opportunité pour notre pays et pour ses ressources dans un cadre empreint de civisme et de vraie citoyenneté. ■